

### L'OPEP tente de repousser les prix du pétrole vers 70-80\$



La réunion des membres de l'OPEP a entériné une diminution de 1% de l'extraction mondiale de pétrole à -1,2 million de barils par jour. L'objectif est de freiner la chute des cours de 87 à 58\$ le baril (-33%) des deux derniers mois pour remonter dans une fourchette de 75 à 85\$.

Pour le cartel, cette base devrait permettre des rentrées suffisantes de pétrodollars, de soutenir la croissance pour maintenir la demande de pétrole et de freiner les investissements dans les énergies renouvelables. A ce petit jeu, chaque pays défend ses propres intérêts. Ne serait-il pas le moment d'envisager une transition hors des griffes du pétrole?

Depuis 2006, les variations extrêmes du baril déstabilisent autant les producteurs que les pays importateurs de pétrole.

C'est la deuxième fois depuis 2014 que l'OPEP doit intervenir de manière aussi vigoureuse. De 100\$, les cours étaient descendus à 40\$ en quelques mois. Aujourd'hui, la potion magique est la même: réduire l'offre.

Cette fois, ce sont les décisions à l'emporte-pièce de Donald Trump face à l'Iran qui ont totalement déstabilisé l'industrie pétrolière mondiale. D'un embargo total, Washington a lâché du lest, à la dernière minute, en vue des élections de mi-mandat. Dans les faits, Donald Trump terrasse tous les fondamentaux pour imposer sa vision à très court terme et assurer sa prochaine réélection en 2020.

## Quel est le juste prix du baril ?

### Les USA

Donald Trump souhaite des tarifs pétroliers sous la barre des 50\$. Cela permet d'offrir à son électeur, Joe America, un carburant bon marché, ainsi que de stimuler l'activité industrielle et l'économie nationale. Ces trois facteurs pourraient lui accorder un second mandat.

Quant aux monstrueux déficits de l'extraction de pétrole de schiste, les Blackrock, JP Morgan, Wells Fargo, Bank of America, UBS, Credit Suisse, etc. sont passés maître pour exporter les pertes américaines à des institutions financières étrangères comme la Banque la Banque Nationale Suisse ou les fonds de pensions des retraités européens.

Qu'importe que le baril soit à 50\$ et que les producteurs de schiste perdent des centaines de milliards \$. Tant que leurs managers sont massivement payés et que des milliers d'emplois sont générés aux USA, le «Make the America Great Again» triomphe.

Un baril à 50\$ permet également de limiter et de contenir l'implémentation des solutions renouvelables dévastatrices pour les énergies fossiles et pour la doctrine Trump.



Avant la réunion de l'OPEP, le président Trump a fait pression sur le cartel dans le but de ne pas diminuer l'offre

### **Les Pays producteurs**

Les pays producteurs privilégient un baril entre 70-90\$ afin d'équilibrer leurs budgets. Le train de vie de l'Arabie Saoudite nécessite un baril supérieur à 80\$. Plus frugale, la Russie peut se contenter d'un baril à 43\$. Le surplus n'est que confort et bénéfice.

Le Venezuela, l'Iran, l'Irak, la Libye ou le Nigeria prient pour que la fourchette supérieure devienne la norme tant leurs besoins financiers sont importants.

Un baril à 80\$ permet également aux pétroliers de pouvoir investir dans l'exploration pétrolière afin de remplacer les gisements qui s'épuisent. Durant cette dernière décennie, les coûts d'extractions sont passés de 5\$ le baril à plus de 70\$. L'industrie doit forer de plus en plus profond pour extraire du pétrole de moins en moins riche.

### **Les pays importateurs et l'Economie mondiale**

Comme les membres de l'OPEP, les gouvernements des pays importateurs bénéficient aussi de la bénédiction du pétrole, via des taxes qui génèrent de substantiels revenus. A cet égard, la décision du cartel est une bonne nouvelle. Le montant optimal du baril raisonne le mieux dans la fourchette 80-90\$.

Mais attention, au-dessus de 100\$, le pétrole détruit tant la croissance économique que la demande de carburants. Comme le montre la crise de 2008, l'Economie est incapable de supporter un baril à plus de 140\$.

### Sortir du pétrole

La décision de l'OPEP de réduire l'offre implique directement la vie de tous les citoyens de la planète. La volonté du cartel de garder l'hégémonie du pétrole sur les autres énergies est compréhensible. Paradoxalement, on retrouve également cette même volonté au sein des pays importateurs.

Cependant, les variations extrêmes des prix du baril doivent nous inciter à effectuer une transition énergétique et une sortie rapide des produits pétroliers. Ces variations sont les premiers effets du peak oil et elles ne vont que s'amplifier, tout comme les changements du climat.

Une première étape pourrait demander l'interdiction de financement de projets pétroliers par les institutions financières publiques. Durant les deux dernières années, les banques françaises ont investi, à l'étranger, plus de 43 milliards € dans le pétrole.

En Suisse, le président de la Confédération Alain Berset a [annoncé frs 120 millions de francs d'investissements](#) dans les projets de réduction de CO2, majoritairement à l'étranger. Si au lieu d'utiliser les impôts des citoyens, il avait tout simplement régulé les investissements des fonds de pensions des caisses publiques, de l'UBS, du Crédit Suisse ou de la Banque Nationale Suisse, les bénéfices seraient répercutés sur l'entier du pays et pas uniquement aux USA. Cela aurait éventuellement permis à la BNS d'éviter de perdre des milliards \$ dans ses investissements pétroliers au pays de Trump.

Combien de temps encore, la poudre de perlimpinpin va-t-elle résister aux turbulences pétrolières?

{rokcomments}